

«Malgré la crise budgétaire, Genève ne perdra pas sa centralité»

Multilatéralisme Retrait des États-Unis, licenciements massifs, menace d’une nouvelle pandémie: l’OMS, en pleine restructuration, tente de se réinventer. On fait le point avec sa cheffe scientifique, Sylvie Briand.

Théophile Simon

Le sommet GESDA (Geneva Science and Diplomacy Anticipator) s’est récemment achevé sur le campus du CERN, à Meyrin. L’événement a réuni quelque 1000 scientifiques, diplomates et décideurs pour anticiper les grandes avancées scientifiques des prochaines années. Parmi la foule, la docteure Sylvie Briand, cheffe scientifique de l’OMS.

Son agence onusienne traverse une grave crise budgétaire à la suite du retrait des États-Unis, en janvier dernier. Un vaste plan de restructuration est en cours et doit aboutir au départ de 600 employés genevois, sur un total de 2800. Ceux-ci ont voté fin septembre une motion de défiance, demandant un gel immédiat des licenciements.

Pour Sylvie Briand, cette crise est l’occasion de repenser les priorités de l’OMS, tout en maintenant à Genève le cœur politique et diplomatique de la santé mondiale.

Qu’êtes-vous venue chercher au sommet GESDA?

On y trouve des innovations dans beaucoup de domaines, y compris la santé. Les nouvelles technologies peuvent nous servir, à condition de les adapter à nos besoins. Par exemple, les réseaux sociaux nous ont permis de diffuser très vite des informations pendant les crises sanitaires. Le GESDA développe un «radar du futur» qui nous aide à anticiper et à préparer les cadres juridiques nécessaires. Cela nous donne une vision à long terme.

Et sur l’intelligence artificielle?

L’IA est déjà concrète pour nous, notamment pour modéliser les épidémies. Cependant, elle reste probabiliste et se concentre sur les scénarios les plus fréquents, alors que les épidémies les plus dangereuses sont souvent imprévisibles. Nous manquons encore de bases de données fiables pour exploiter pleinement son potentiel. Les décisions basées sur l’IA doivent toujours être validées par des humains, car les décisions qui en découlent peuvent être coûteuses.

Sommes-nous mieux préparés à une prochaine pandémie?

Oui, mais la situation reste fragile. Nous avons gagné en réactivité, en formation, en outils d’alerte et en coopération scientifique. Cela étant dit, les conséquences économiques et politiques mondiales de la pandémie de Covid-19 se font toujours sentir. Elles affaiblissent les systèmes de santé et la capacité de réponse, même en Europe, où le manque de personnel devient critique. Si une nouvelle pandémie survenait trop tôt, nous ne serions pas prêts.

Les États-Unis se désengagent, et l’OMS doit réduire ses effectifs. À quel point cela vous pénalise-t-il?

Ce retrait fait une grosse différence sur le plan financier, bien



Sylvie Briand, cheffe scientifique de l’OMS, ici en 2020, évoque les défis à venir d’un secteur ébranlé depuis l’élection de Trump aux États-Unis.

«Nous avons tout un service pour imprimer des documents, alors qu’on peut digitaliser davantage. Cette crise est aussi une occasion de se remettre en question et de s’adapter plus vite au XXI^e siècle.»

sûr, mais aussi technique. Durant les premiers mois, les experts des agences de santé publique n’avaient plus le droit de nous parler, mais maintenant, les échanges reprennent. Si on ne partage pas l’information, on ne peut pas développer les vaccins. Les Américains ont compris qu’ils perdaient trop en cas de rupture complète des ponts. Financièrement, en revanche, il n’y a pas de retour en arrière en vue. La contribution américaine représentait environ 18% du budget de l’OMS: c’est un trou énorme. Les États-Unis avaient aussi beaucoup de collaborations bilatérales avec des pays en développement pour fortifier les systèmes de santé, qui sont désormais à l’arrêt.

Quelles conséquences cela a-t-il en interne?

La restructuration est douloureuse. Beaucoup de collègues n’avaient jamais imaginé perdre leur emploi en tant que fonctionnaires internationaux. Ils voyaient l’OMS comme un poste à vie. C’est un choc immense: à l’arrêt de leur contrat, ils n’ont que deux mois pour quitter la Suisse. Il faut parfois vendre la voiture, retirer les enfants de l’école... C’est un traumatisme, d’autant que certaines personnes viennent de régions en guerre ou ont quitté leur pays depuis des décennies. Nous avons essayé d’accompagner au mieux,

en particulier en proposant des regroupements d’activité vers des bureaux moins chers, ailleurs dans le monde. À Berlin, par exemple, nous regroupons tout ce qui touche à la surveillance; à Lyon, la formation des professionnels de santé.

Concrètement, quelles fonctions sont supprimées?

Cela dépend de la décision des États membres. Ce sont eux qui fixent les priorités. Nous leur présentons ce que nous pouvons continuer et ce que nous ne pourrions plus faire. Nous n’aurons par exemple plus les moyens de traduire toutes les communications en plusieurs langues. Nous disons aussi aux pays qu’il va falloir qu’ils reprennent une partie de la charge de travail, en étant plus autonomes, moins dépendre de nous, et nous les encourageons à regrouper les ressources au niveau régional.

Certaines fonctions sont devenues obsolètes: nous avons par exemple tout un service pour imprimer des documents, alors qu’on peut digitaliser davantage. Cette crise est aussi une occasion de se remettre en question et de s’adapter plus vite au XXI^e siècle.

La Chine est désormais le premier contributeur financier de l’OMS, est-ce un risque pour la transparence de l’agence?

Notre constitution n’a pas changé: chaque pays a une voix et peut voter. Cela ne change pas la gouvernance.

Genève risque-t-elle de perdre de sa centralité dans le système onusien?

Je ne pense pas. Il y a ici une concentration unique d’agences et de partenaires. Dans la santé, le Fonds mondial et l’Alliance mondiale pour les vaccins sont ici. Ce sont des acteurs majeurs. C’est très positif d’être tous au même endroit, même à l’heure des téléconférences. En diplomatie, la proximité compte: on se comprend mieux, on négocie mieux. Une Genève qui facilite le multilatéralisme ne perdra pas sa centralité, malgré la crise budgétaire.

Et l’OMS, avec moins de moyens, sera-t-elle toujours capable de réagir vite en cas de crise?

On fera tout pour. Notre rôle est de coordonner et de soutenir les pays dans leurs efforts de préparation, pas de les remplacer. De plus, lors de la pandémie de Covid, beaucoup de collègues de l’OMS à Genève et dans le monde ont mis leur travail habituel entre parenthèses pour participer à la gestion de crise. Cette énergie, cette solidarité, cette flexibilité ne disparaîtront pas parce qu’on réduit les effectifs.